

**Quelles alternatives
à l'imaginaire de l'*american way of life* ?**

Épisode IV : Une petite halte pour se ressourcer



« Quelles alternatives à l’imaginaire de l’*american way of life* ? » est le fruit du travail de deux groupes de lecture.

Pour le chapitre « Diagnostic », **le Groupe « Chantier d’avenir »** composé de Michel Cordier, Catherine Royer, Gabrielle Lefèvre, Jean-Claude Cahen, Jean-Louis Smyers, Marie-Christine Dewolf, et Annick Carpentier.

Pour les autres chapitres, le **Groupe « Vision » de Grands-parents pour le Climat**, composé toujours de Michel Cordier ainsi que de Jacques de Gerlache, Christiane Lambin, Jean-Marie Pierlot, et Andrée Cornette.

Enfin, merci à Leo Goeyens pour sa lecture attentive et ses suggestions.

Vos réactions sont les bienvenues : michel.cordier@qpc climat.be.

Vos commentaires et suggestions nous permettront d’enrichir le document en vue d’une nouvelle édition.

Éditions Clepsydre
Rue Al’ Gaille, 9
1400 Nivelles

www.clepsydre.be
Tél. 0473 313 568

Edition digitale – Version 1.0 – 06-05-25

Sommaire

1. Un optimisme inébranlable	6
Vous n'êtes pas impuissant. Au contraire.....	7
Demeurer optimiste, parce que l'échec est impensable	9
Coopérer plutôt que concurrencer.....	9
La régénération totale de la nature	11
Réduire les GES et accroître notre résilience vis-à-vis des populismes.....	12
2. « Pour un soulèvement écologique. Dépasser notre impuissance collective ».....	15
La peur bonne conseillère	15
Une nécessaire radicalité.....	16
Un soulèvement qui sera inclusif ou ne sera pas	16
Ne pas attendre de nos dirigeants qu'ils nous sauvent	17
Produire et innover... Avec quelle finalité ?	18
Faire advenir un système démocratique qui s'encastre dans les limites biochimiques de la Terre	19
L'écologie comme projet politique de liberté	20
3. « Faire écologie ensemble. La guerre des générations n'aura pas lieu »	22
Les « militants juvéniles », avec leurs slogans « radicaux », ne font que relayer les constats scientifiques	22
La mobilisation environnementale doit aller chercher ses acteurs dans toutes les strates de nos sociétés	23
Les consommateurs ou les entreprises ne pourront pas déclencher seuls une bifurcation écologique.....	23
L'Etat doit renouer avec son (ancien) rôle de stratège	24
L'Europe dispose d'un intérêt stratégique à se positionner en fer de lance de la transformation écologique et du pouvoir normatif pour le faire	25
Le capitalisme néolibéral n'est plus compatible avec le défi climatique	26

Accompagner les filières appelées à décroître.....	26
De l'écologie perçue comme « punitive » à « l'écologie sociale », pour permettre à tous de vivre mieux	27
Faire entendre au grand public l'urgence de la situation, sans générer un sentiment d'impuissance.....	27
L'écologie comme un moyen plutôt qu'un but.....	28
Rendre la société de consommation ringarde et l'écologie attrayante	29
Présentation des huit épisodes.....	30

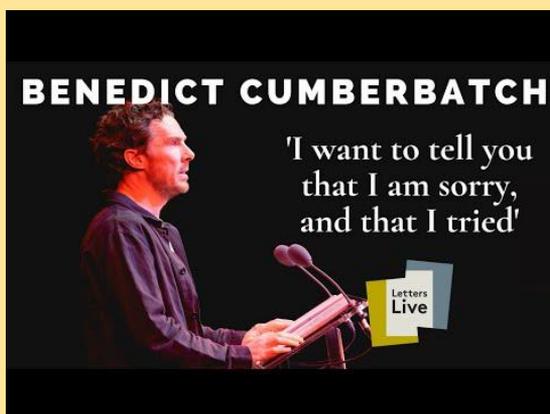
La traversée du désespoir est absolument incontournable mais pas forcément démobilisatrice, c'est l'attribut de la lucidité. Un optimiste est quelqu'un de mal informé.

Agnès Sinaï, Institut Momentum ¹

A l'issue des trois premiers épisodes – et dans un contexte où les droites les plus conservatrices nient ou relativisent les problèmes environnementaux –, nous pourrions nous sentir écrasés par l'ampleur des défis...

Avant d'aller plus loin, cet épisode IV vous offre de quoi vous ressourcer, et vous (re)booster.

En 2021, Stuart Capstick, directeur adjoint du *Centre for Climate Change & Social Transformations* à Cardiff, a écrit [une lettre chargée d'émotions à ses enfants](#). Benedict Cumberbatch (un acteur et producteur britannique) la lit lors de *Letters Live* en mars 2024 au Royal Albert Hall de Londres. **Ecoutez d'abord ceci !**



L'option « sous-titres » est activable en cliquant sur la vidéo ou sur l'hyperlien (pas via le QR code).

Cette lettre fait partie de la campagne *Letters to the Earth*, qui a débuté en 2019, lorsque le public britannique a été invité à prendre la plume et à écrire des lettres en réponse à l'urgence climatique et écologique.

¹ L'Institut Momentum est un laboratoire d'idées et de prospective français créé en 2011 sous la forme juridique d'une association à l'initiative d'Agnès Sinaï. Il est consacré aux problématiques relatives à l'Anthropocène, aux politiques de décroissance, au risque d'effondrement et à la collapsologie. A consulter : <https://institutmomentum.org/>

1. UN OPTIMISME INÉBRANLABLE²

Christiana Figueres vient d'une famille profondément engagée en politique, née de parents émigrés des deux côtés. Son père, élu par trois fois président du pays, est considéré comme le père du Costa Rica moderne. Il a non seulement initié certaines des politiques environnementales les plus révolutionnaires du monde, mais il reste aussi le seul chef d'État à avoir supprimé l'armée de son pays. Tom Rivett-Carnac, lui, vient d'une très vieille famille britannique, profondément implantée dans le secteur privé. Il est le descendant direct du fondateur de la Compagnie des Indes orientales, à une époque où c'était la seule entreprise mondiale à disposer d'une armée privée. Dans ses tout premiers souvenirs, il aide son père géologue pétrolier à chercher de l'or noir.

De 2010 à 2016, Christiana a été la secrétaire de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'organisme chargé de guider tous les États dans les mesures à prendre contre le réchauffement climatique. En acceptant cette haute fonction juste après la débâcle de la COP15 de Copenhague en 2009, Christiana démontrait son refus de croire qu'un accord mondial était impossible. »

Voici de larges extraits de notre note de lecture (par ailleurs accessible via <https://gpcli-mat.be/2024/04/19/un-nouveau-recit-qui-donne-envie-dy-aller/>)

Le réchauffement climatique devrait inquiéter tous ceux qui sont attachés à la justice sociale, qui se préoccupent de leur santé, qui s'intéressent à la stabilité de l'économie et des investissements financiers et encore tous ceux qui sont sensibles à la justice intergénérationnelle.

Elle devrait inquiéter tous ceux qui sont attachés à a justice sociale. Quel que soit le pays, les pauvres en sont de très loin les premières victimes - non seulement parce qu'ils sont souvent plus exposés et vulnérables aux catastrophes, mais parce qu'ils ont moins de ressources pour y faire face.

Ensuite, elle devrait inquiéter tous ceux qui se préoccupent de leur santé. L'exploitation des énergies fossiles produit les gaz à effet de serre responsables du réchauffement. Pire, leur combustion (le charbon pour la production d'électricité, le diesel ou l'essence pour les transports) pollue l'air en émettant des particules fines. Ces polluants microscopiques n'ont que faire des défenses de notre organisme : ils infiltrent nos systèmes respiratoire

² In : *Inventons notre avenir !* Par Christiana Figueres et Tom Rivett-Carnac (Albin Michel, 2020).

et sanguin et abîment nos poumons, nos cœurs, nos cerveaux. Leur effet est si pernicieux qu'ils tuent plus de 7 millions de personnes chaque année.

La crise climatique devrait également inquiéter tous ceux qui s'intéressent à la stabilité de l'économie et aux investissements. Ce n'est un secret pour personne : le charbon n'est plus viable dans la plupart des régions du monde car il ne peut plus rivaliser avec les énergies renouvelables moins chères, comme le solaire. Mines et centrales ferment les unes après les autres, et la tendance à désinvestir dans le charbon se confirme, ce qui présage d'un désinvestissement plus général dans les énergies fossiles. Partout dans le monde, les banques centrales estiment que les risques macroéconomiques liés aux actifs ultra-carbonés se comptent en centaines de milliards de dollars. Le consensus fait son chemin : il faut investir radicalement dans les énergies propres, car à long terme ce sont ces actifs-là qui conserveront leur valeur.

Enfin, et c'est fondamental, la crise climatique devrait inquiéter tous ceux qui sont sensibles à la justice intergénérationnelle – à vrai dire, ce devrait être chacun de nous. Si nous baissons les bras, les générations futures n'auront aucun moyen de réparer les dégâts fatals causés par notre échec. D'où la responsabilité morale que nous avons vis-à-vis d'elles. Ne pas prendre les décisions difficiles aujourd'hui, c'est voler à nos enfants et petits-enfants l'avenir auquel ils ont droit.

Certains pensent que l'homme est programmé uniquement pour réagir aux menaces immédiates. Le climat mondial en est une désormais. Méga-tempêtes, cyclones, feux de forêt, sécheresses et inondations aux quatre coins du globe prouvent amplement l'existence du dérèglement climatique.

Vous n'êtes pas impuissant. Au contraire.

Quand votre esprit vous dit qu'il est trop tard pour agir, rappelez-vous qu'un minuscule degré en plus pourrait tout bouleverser, donc que route réduction des émissions de CO2 est bonne à prendre et allège le fardeau placé sur les épaules de notre avenir.

Quand votre esprit vous dit que c'est trop déprimant et que mieux vaut vous en tenir aux choses que vous pouvez directement influencer, rappelez-vous que se mobiliser pour d'aussi grands défis peut être enthousiasmant, donner du sens à la vie et créer du lien.

Quand votre esprit vous dit que le monde ne réussira jamais à réduire sa dépendance aux énergies fossiles, rappelez-vous qu'au Royaume-Uni, c'est plus de 50 % de l'énergie qui est déjà renouvelable², au Costa Rica 100 %, et que la Californie vise les 100 %

d'énergie propre (y compris pour les voitures et les camions) le temps que les bébés d'aujourd'hui terminent leurs études à l'université.

Quand votre esprit vous dit que le problème est ce système politique qui n'a plus de sens, et qu'il ne sert à rien d'essayer puisque vous ne pouvez pas y remédier, rappelez-vous que les systèmes politiques restent sensibles à l'opinion publique et qu'à travers l'histoire, certains individus ont surmonté des obstacles extraordinaires pour porter le changement.

Et quand votre esprit vous dit que vous n'êtes qu'une personne, trop insignifiante pour faire la différence alors à quoi bon, rappelez-vous que les points de bascule ne sont pas linéaires. On ne sait pas exactement ce qui fera la différence, mais ce qui est certain, c'est que les systèmes peuvent changer et qu'à force de s'additionner, les petites actions créent un nouveau monde. Chaque fois que vous choisissez en tant qu'individu d'être un(e) gardien(e) responsable de notre belle Terre, vous apportez votre contribution à une transition majeure. Peut-être n'êtes-vous pas religieux, ni versé dans la spiritualité, mais songez au tailleur de pierre dans l'Europe médiévale, qui passait sa vie à construire l'une des grandes cathédrales. Il aurait pu choisir de ranger ses outils puisqu'il ne verrait jamais l'œuvre terminée. À la place, il travaillait patiemment, pierre après pierre, en sachant qu'il faisait partie d'un effort collectif qui enchanterait les cœurs pendant des générations. Il n'y a pas meilleure définition de l'optimisme, et le cultiver va être non seulement crucial pour améliorer l'avenir de l'homme, mais aussi votre vie actuelle.

Vaclav Havel le décrit fort à propos comme « un état de l'esprit, non un état du monde ». On s'accorde souvent à dire que trois caractéristiques sont fondamentales pour que l'optimisme engendre une vraie transformation : la capacité à voir au-delà de l'horizon immédiat, l'aisance relative par rapport à l'incertitude du résultat, et l'engagement qu'il inspire.

Demeurer optimiste³, parce que l'échec est impensable

« Je suis persuadé qu'un sursaut demeure possible. Il m'est difficile de croire que l'humanité se résignera docilement à l'anéantissement de tout ce qu'elle a construit. »⁴

Amin Maalouf, dans *Le Naufrage des civilisations* (Grasset, 2019)

Lorsqu'on s'applique à ne pas regarder l'avenir par le petit bout de la lorgnette, on constate que les incertitudes doivent être acceptées, faute de quoi on reste enlisé dans le passé. On doit être prêt à prendre le risque de se tromper, d'avoir du retard et de décevoir, sinon la seule certitude, c'est qu'on court à notre perte.

Il est d'autant plus important d'avoir cet état d'esprit lorsqu'on prend conscience que les habitudes, les pratiques et les technologies du passé ne mèneront qu'à la destruction de la planète et à la souffrance de l'humanité. L'optimiste reconnaît qu'un autre avenir est possible, mais qu'il n'est pas promis. Face au réchauffement climatique, notre devoir à tous est d'être optimistes, non parce que le succès est garanti mais parce que l'échec est impensable. L'optimisme rend fort : il est le moteur derrière le désir de s'engager, de contribuer, de faire la différence. Il fait sauter du lit le matin, parce qu'il teste et inspire en même temps. Il repère ce qui est novateur et donne envie de participer activement au changement. Rebecca Solnit l'a très bien formulé : « L'espoir, c'est la hache qui permet d'enfoncer une porte en cas d'urgence. (. . .) L'espoir devrait vous jeter dans la rue, parce qu'il faudra rassembler tout votre courage pour détourner l'avenir de guerres sans fin, de l'annihilation de la Terre et de l'oppression des pauvres et des marginaux. (. . .) Espérer, c'est se donner à l'avenir - et c'est cet engagement fort qui rend le présent vivable. » En d'autres termes, l'optimisme est la force qui va vous permettre de créer une nouvelle réalité.

Coopérer plutôt que concurrencer

L'impression de devoir entrer en concurrence avec autrui pour obtenir ce que nous voulons, ou croyons vouloir, est en chacun de nous. Pour la plupart, nous avons grandi

³ Ou... « possibiliste », suggère Leo Goeyens. Le possibilisme est « une approche active de l'espoir ». L'optimisme est passif, le possibilisme est actif. Un possibiliste prend les rênes pour donner une direction à l'avenir. Quel que soit le contexte, il existe toujours de multiples options, mais qu'il faut être prêt à les voir et à s'y engager. Les possibilités sont plus fréquentes et plus grandes que nous ne le pensons parfois. Références d'auteurs sur le sujet : Hans Rosling et Caroline Pauwels.

⁴ Cette citation a été rajoutée (elle ne provient pas du livre en question).

sous l'influence oppressante du paradigme à somme nulle, l'idée que si une personne gagne, une autre doit forcément perdre (un gain doit être « compensé » par une perte afin que la somme de tous les gains et pertes soit égale à zéro). Ce paradigme a enraciné la compétition dans notre vision du monde. Sans elle, point de grandes avancées économiques et sociales comme l'homme en a accompli depuis des siècles. Et nous aurons encore besoin d'une saine rivalité pour développer les technologies qui nous aideront à combattre le dérèglement climatique. Mais lorsque la compétition en vient à régner sur toutes les prises de décisions, nous perdons pied et commençons à voir des pénuries là où il n'y en a peut-être pas. (...)

Lorsqu'une ressource est perçue comme rare mais est abondante en réalité (assez de places dans un bus ou de pluie pour tout le monde), nous avons le choix de réagir de façon étriquée, en pensant « compétition », ou bien de façon ouverte, en pensant « collaboration ». (...)

Cependant, lorsque les ressources sont réellement rares, et de plus en plus, la situation est très différente. Contrairement à ce que l'on pourrait croire d'emblée, en cas de vraie pénurie, la *seule* option viable est la collaboration. Et contrairement aussi à ce que l'on pense souvent, c'est celle que nous sommes naturellement enclins à adopter, du moins dans certaines circonstances ⁵. (...)

En période de profonde souffrance, nous savons nous montrer à la hauteur, nous épauler et nous porter mutuellement secours. Il ne reste plus qu'à transposer notre propension naturelle à la bienveillance aux efforts à faire pour lutter contre la crise climatique. (...)

Pléthore de suggestions ont été faites pour une répartition équitable du budget carbone. L'une d'elles consistait à limiter les émissions des pays développés afin de laisser de la place pour celles des pays en développement ; les intéressés ont jugé que c'était inacceptable. Une autre suggestion était la contraction progressive des émissions des pays développés parallèlement à une augmentation maîtrisée de celles des pays en développement. Sans surprise, aucun point de convergence satisfaisant tout le monde n'a été trouvé. Une troisième suggestion était d'imposer une limite mondiale de 2 tonnes de CO₂ par personne et par an. Mais étant donné que la fourchette varie de 0,04 tonne à plus de 37 tonnes selon les pays, ceux qui dépassaient allègrement cette limite ont cru à une blague.

⁵ La coopération est naturelle (Martin Nowak 2011, SuperCooperators), mais il est important qu'elle soit basée sur la confiance, ajoute Leo Goyens. Cfr. Éloi Laurent, Coopérer et se faire confiance (2024).

Répartir l'espace atmosphérique en cherchant à être juste pour tous s'est révélé un exercice futile. Tant qu'on appréhendera le problème à travers le prisme de la compétition, on ne trouvera pas de solution équitable. Sans compter que la Terre est dans un état trop grave pour continuer à tolérer cette mentalité. (...)

Le nouveau modèle que nous proposons s'appuie non plus sur la compétition mais sur la collaboration comme moteur pour régénérer la biosphère et créer une nouvelle abondance. (...)

Aujourd'hui, un nombre croissant de pays comprennent parfaitement que leur développement au XXIe siècle peut et devrait être propre, et que faire l'effort de décarboner l'économie ne leur apportera que des choses positives : une meilleure qualité de l'air, plus d'emplois, d'efficacité dans les transports, de villes habitables, de terres fertiles. Cette transition volontaire vers l'état d'esprit d'abondance ne pointe pas du doigt les limites d'une économie carbo- née ; elle donne plutôt à chaque pays des tas de raisons positives de ne pas dépasser ces limites individuellement et collectivement. Lorsqu'un pays démontre les avantages d'une politique écologique sur son économie, d'autres le suivront, le mouvement prendra de l'ampleur et le taux de décarbonation mondiale augmentera, protégeant ainsi la planète.

La régénération totale de la nature

L'exploitation des ressources naturelles est une tendance profondément enracinée en l'homme. Si l'on veut en changer, ne plus se contenter d'appauvrir et d'épuiser, il faut porter notre attention sur un autre trait de caractère humain, aussi fort mais positif : notre capacité à la régénération. A nous soucier de nous et des autres. A communier avec la nature. A œuvrer ensemble pour reconstituer des stocks et nous assurer qu'il y en aura assez à l'avenir. Ces tendances sont tout aussi naturelles chez l'homme, mais moins développées dans notre société moderne. Il est grand temps de les ramener au premier plan. (...)

Notre survie immédiate n'est pas la seule à dépendre d'écosystèmes en état de marche. En grande partie, notre santé physique et émotionnelle repose sur le contact avec la nature autour de nous. Ce contact est menacé par l'urbanisation galopante et la place toujours plus grande que prennent l'ordinateur et le portable. La vie sédentaire, qui se caractérise souvent par un manque de lumière naturelle, une mauvaise qualité de l'air, un environnement clos et de plus en plus de temps passé sur les écrans, entraîne non seulement des problèmes de surpoids et de mauvaise forme générale mais aussi un sentiment d'isolement et de dépression. Ces symptômes ont été regroupés sous le terme générique

de « syndrome du déficit de nature¹ ». Inversement, certaines études montrent une baisse significative de la mortalité, du stress et des maladies chez les gens ayant une activité physique et passant du temps dans la nature. Les jeux en extérieur pour les enfants, le jardinage ou une balade à la campagne augmentent notre bien-être tout en nous sensibilisant à la lumière qui change, au temps qu'il fait, aux saisons qui passent.

Ainsi, la reconnexion à la nature est un antidote puissant à l'anxiété, et prévient la maladie. Le Japon encourage fortement la pratique du *shinrin-yoku*, le fameux « bain de forêt », qui consiste à passer un moment de détente dans les bois. Aussi bon pour l'âme que pour le corps, le bain de forêt stimule le système immunitaire, fait baisser la tension, favorise le sommeil, remonte le moral et donne de l'énergie. Il est même devenu un élément indispensable du système de santé japonais. (...)

La conscience de notre dépendance et de notre interconnexion à l'écosystème planétaire se développe, tout comme la conscience du besoin urgent qu'il y a à le régénérer. D'innombrables efforts sont faits aux quatre coins du globe pour replanter des arbres, protéger des mangroves et des tourbières, restaurer des zones humides et des terres dégradées grâce à la récupération de l'eau de pluie, la culture de céréales pérennes, l'agroforesterie. Il s'agit à présent d'en faire plus, beaucoup plus ⁶.

Réduire les GES et accroître notre résilience vis-à-vis des populismes

Dans les décennies à venir, le réchauffement climatique va empirer et provoquer une hausse des migrations forcées, une baisse de la production agricole ainsi qu'une accumulation des phénomènes météorologiques extrêmes. Des dirigeants de plus en plus populistes vont tenter de justifier leurs décisions en prétendant protéger les intérêts à court terme de ceux qu'ils gouvernent, ce qui pourrait entraver les efforts faits pour endiguer les causes premières de la crise climatique et, par conséquent, l'aggraver encore. Même l'observateur le plus détaché de la politique actuelle sait que ce risque n'est pas juste théorique. (...)

Si nous devons combattre le populisme en plus du réchauffement climatique, il va falloir être infiniment (...) [bien] préparés. Les dix actions que nous proposons expliquent comment réduire nos émissions de CO₂ mais aussi comment, en tant que société, nous pouvons faire preuve de davantage de résilience vis-à-vis des extrémismes, qui pourraient anéantir nos efforts et nous tirer dans la mauvaise direction.

⁶ Le biologiste Edward O. Wilson a proposé de garder la moitié du globe pour la nature (Wilson 2016, Half-earth).

- Action 1 - Dire adieu au vieux monde
- Action 2 - Assumer sa souffrance tout en gardant une vision claire du monde de demain
- Action 3 - Défendre la vérité
- Action 4 - Vivre en citoyen plutôt qu'en consommateur
- Action 5 - Dépasser le besoin de combustibles fossiles
- Action 6 - Replanter des arbres
- Action 7 - Investir dans une économie propre
- Action 8 - Exiger un numérique responsable
- Action 9 - Construire l'égalité entre les hommes et les femmes
- Action 10 - Faire de la politique

< Ces actions sont largement décrites dans l'ouvrage, pages 120 à 200. >

Ces dix actions ne concernent pas que les énergies fossiles et les façons de s'en passer, ou la nécessité d'investir dans des solutions technologiques. Elles en appellent également à un système économique plus juste qui cesse de s'en prendre au social, de plomber ce filet de sécurité essentiel. Elles en appellent à un engagement politique fort pour chacun de nous, mais aussi à renoncer à la nostalgie d'un passé qu'il serait une grave erreur de recréer. Les autres actions paraîtront peut-être éloignées du réchauffement climatique, mais elles sont au contraire une partie fondamentale de notre réponse. On doit sortir du cercle vicieux de la faute et de la punition, et embrasser l'effort collectif dont on a si cruellement besoin. Les inégalités doivent cesser d'augmenter, ou nos démocraties finiront par refuser tout changement. On doit cerner le problème en entier et en même temps.

A propos des inégalités, voir « D'UNE NÉCESSAIRE RÉVOLUTION À L'AUTRE » : <https://gpclimat.be/2022/10/05/climat-la-reduction-des-inegalites-de-revenus-et-de-patrimoines-simpose/>

Ce que nous vous demandons n'est pas rien. Il ne s'agit pas d'apporter des corrections mineures à votre mode de vie, même si c'est important. Il s'agit de revoir complètement vos priorités, en développant les qualités déjà évoquées et en s'en servant comme tremplin pour créer un nouveau monde, dans lequel on pourra tous réussir.

Personne n'a le contrôle total sur l'avenir qui sera le nôtre un jour. En revanche, nous pouvons tous nous engager activement dans ces actions, donner un cap à la transformation et œuvrer à la régénération.

Qu'on le veuille ou non, chacun de nous contribue à tisser la grande tapisserie de l'histoire. Lorsqu'on pense aux gens ayant vécu à une époque charnière du passé, on se dit rarement qu'à leur place on aurait été des faibles courbant l'échine et ne changeant

surtout rien ; on se voit plutôt, et c'est bien naturel, comme des héros faisant de nobles choix. Eh bien, l'occasion est venue de le prouver. Chacune des dix actions peut être accomplie personnellement par VOUS, même s'il s'agit simplement d'inciter votre entourage à prendre la crise climatique au sérieux. Notre espoir est que lorsque vous refermerez ce livre, vous aurez compris que vous pouvez faire une différence considérable.

On n'a tout simplement plus le temps de se complaire dans un sentiment d'impuissance. On n'a tout simplement plus le temps de croire que la lutte contre le réchauffement climatique est le devoir soit des seules instances nationales et locales, soit des seuls individus et entreprises. Cette mission nous concerne tous, où que l'on vive, et nous devons en assumer la responsabilité personnelle et collective. Nous avons tous plusieurs rôles dans la vie - peut-être avez-vous celui de parent, conjoint, ami, actif, croyant, athée ; peut-être avez-vous beaucoup de moyens, ou très peu ; peut-être siégez-vous au conseil d'administration d'une entreprise ou dirigez-vous une ville, une région, un pays. Qui que vous soyez, on a besoin de vous maintenant. Et dans tous vos rôles.

Changer d'état d'esprit ne suffit pas. Il faut passer à l'action dès que possible. Concentrez-vous au départ sur une ou deux des dix mesures proposées - choisissez celles qui ont le plus de sens pour vous, puis mettez-vous au défi d'entreprendre les autres. Sachez que cette partie ne sert qu'à vous montrer la voie. Nous avons mis en lumière ce qui nous semblait crucial, mais il existe une myriade de choses que chacun peut faire pour tout changer*. Si vous refermez ce livre avec la ferme intention de prendre part à cette aventure, vous devrez aller plus loin. (...)

Le temps de faire ce qu'on peut est révolu. Chacun de nous doit faire le nécessaire maintenant.

Christiana Figueres reconnaît le désespoir qui peut découler de la « paralysie climatique » et de la prise de conscience que les prévisions climatiques se sont réalisées. Néanmoins, elle nous exhorte à retrouver notre sens de l'action et à puiser en nous l'« optimisme têtu » qui est essentiel pour conduire le changement nécessaire (Juin 2023) :

<https://www.youtube.com/watch?v=EQDE7Wu-xrM> (10')



2. « POUR UN SOULÈVEMENT ÉCOLOGIQUE. DÉPASSER NOTRE IMPUISSANCE COLLECTIVE »

Dans cet essai (paru au Seuil, 2023), Camille Étienne, jeune militante pour le climat (24 ans), identifie les mythes qui nous entravent : éco-anxiété, fracture générationnelle, dé-clic, fausses peurs. Les paniques morales n'ont qu'un dessein : nous distraire de la peur qui devrait nous habiter et pourrait nous pousser à désobéir, ralentir ou cesser de coopérer. « Notre impuissance est une construction qui ne nous appartient pas », et qui sert ceux qui exercent et jouissent pleinement de leur pouvoir.

Voici quelques extraits de notre note de lecture (par ailleurs accessible via <https://gpcli-mat.be/2024/04/19/un-nouveau-recit-qui-donne-envie-dy-aller/>).

La peur bonne conseillère

« J'ai peur, nous sommes nombreux à avoir peur et c'est là un sentiment très sain face à l'imprévoyance des pyromanes qui nous gouvernent. »

« La peur, c'est le contraire de l'apathie, c'est une étape vers l'acceptation et donc vers l'action. Qui, seule, peut nous sauver collectivement. La peur est, paradoxalement, un chemin vers le raisonnable, vers le savoir et la science. »

« Avoir peur n'est pas le contraire du courage, mais de la témérité et de l'inconscience. (...) Il faut faire de la peur un instrument de lucidité et d'adaptation au présent. »

Face à la peur générée par la rencontre d'un prédateur, trois réactions sont possibles : fuir, resté tétanisé (faire le mort) ou se défendre.

Transposé dans le contexte de l'urgence environnementale, cela pourrait se traduire par⁷ :

- fuir la société (en se plongeant dans les jeux vidéo ou en se retirant dans la nature),
- ne rien faire (on se sent impuissant et on espère que tout va se régler spontanément)
- ou agir pour tenter de changer la marche du monde.

⁷ NDLR.

Une nécessaire radicalité

« (...) L'impossible mission du soulèvement écologique (...) : agir dans l'urgence pour sauver ce qui peut l'être, tout en fondant en pensée l'ensemble du mouvement. (...) »

Cela signifie ne jamais sacrifier la direction du bateau sur l'autel du tumulte des vagues. Ne pas freiner dès que les stabilisateurs automatiques de l'ordre établi se mettent en branle, mais penser toujours l'action comme la construction d'un après qui est déjà là, et non comme l'unique destruction des structures nocives au monde. Écrouler l'empire fossile de TotalEnergies tout en travaillant plus fort encore pour le déploiement de la sobriété. Réfléchir intensément à comment s'adapter à un monde à + 4 °C, tout en faisant tout notre possible pour que cela n'arrive pas.

Pour cela, une radicalité est nécessaire, au-delà des écogestes et du pseudo-verdissement. Car c'est poursuivre qui est insensé. Poursuivre l'exploitation fossile, l'extractivisme de ressources presque déjà épuisées, vider ce qui est presque vide, comme l'océan, ou brûler ce qui disparaît déjà sous les flammes, comme nos dernières forêts primaires. »

Un soulèvement qui sera inclusif ou ne sera pas

« Aucune révolution n'est jamais venue (...) que du bas. Il y a urgence à se réapproprier la question de la fracture sociale au sein du combat écologique. En fonction de notre origine sociale, il s'agit (...) de permettre le soulèvement, d'y prendre part activement ou de cesser de l'empêcher d'advenir. »

« Le soulèvement écologique a ceci de particulier qu'il concerne tout le monde - parce que c'est un soulèvement politique, qui a trait aux affaires de la cité, mais plus encore parce que nous sommes toutes et tous menacés dans nos chairs par la catastrophe. Bien qu'inégalement. »

« Parmi les 50 000 Français qui meurent chaque année de la pollution de l'air, on retrouve une majorité de pauvres qui vivent près des échangeurs autoroutiers. Les victimes des produits phytosanitaires sont les agriculteurs qui gagnent, pour un tiers d'entre eux, moins de 350 euros par mois. Ce sont les habitants des quartiers défavorisés qui ont le moins accès à une nourriture de qualité et se retrouvent par nécessité à consommer davantage de produits ultra-transformés qui sont ceux le plus chargés en perturbateurs endocriniens et autres substances néfastes. »

« C'est une aventure à ce point collective qu'elle ne peut souffrir la discrimination de franges entières de la société. Le soulèvement écologique se recoupe fondamentalement

avec les luttes féministes ou les combats de minorités, parce qu'il est l'affaire de toutes et tous et qu'il se perd dès qu'il laisse de côté.

Ce recoupement tient aussi ans la dénonciation de liens de domination communs. C'est le postulat de l'écoféminisme : ce sont les mêmes structures de domination qui expliquent l'oppression des femmes et la destruction du vivant. Je ne peux que le constater : les activistes pour la justice sociale et écologique sont avant tout des femmes. »

Ne pas attendre de nos dirigeants qu'ils nous sauvent

« Il faut sortir de l'idée que l'on va agir parce que l'on sait. Il est tentant de voir l'inaction comme une ignorance. Et alors, résumé du GIEC sous le bras, on toquerait inlassablement à la porte des « décideurs » pour que leurs « décisions » soient plus éclairées. Si c'est là sûrement un geste à tenter, il n'est en rien suffisant. Outre l'indécence d'aller bénévolement passer du temps à former ceux que l'on a élus et que l'on paie précisément parce qu'ils sont censés être mieux à même de s'occuper pour nous de ces affaires-là, c'est, je crois, (...) [s'atteler] à un vain pèlerinage.

J'assume le fait de remettre en cause ce qui serait une bonne volonté de nos têtes les mieux faites.

Il y a les sachants, ceux qui gouvernent leur entreprise ou notre pays en grande partie grâce à leur compétence, qui sont particulièrement vifs d'esprit et qui ont très bien compris les conséquences, a minima, du dérèglement climatique. Ceux-là s'appuient encore sur des dogmes dépassés pour justifier une domination qui leur profite excessivement. Ces dogmes de création de richesse précisément par les inégalités sont tellement constitutifs de la valeur que ces dirigeants se portent à eux-mêmes que l'on parvient à un point identifié par Frédéric Gros où leur hypocrisie "n'est pas détachable de la sincérité".

Ils pensent sincèrement être dans le vrai. Partout ils opposent à notre projet écologique leurs « rationalité », à nos utopies leurs « principes de réalité », à nos grandes idées leurs « écologie des solutions ». Leurs petits pas rationnels sont ce qui va nous sauver. Je vais être directe : je n'en peux plus. Aussi sincères soient-ils, ces dirigeants sont impardonnables. En refusant d'ouvrir les yeux sur leurs limites, ils sont précisément ceux qui perpétuent les systèmes de domination, ils forment les engrenages clés des mécaniques de destruction. Ils sont par exemple Total qui nous jette à la figure que ses 16 milliards de bénéfices sont nécessaires pour financer la transition énergétique. Je les comprends, je comprends leur obstination fatale à ne pas admettre qu'ils ont fait tant de mal pour sauver leur dignité. Ce n'est pas pour autant qu'ils ne sont pas une honte.

Il y a de l'autre côté ceux qui ne savent pas. Nous aimons à penser que notre obéissance est fondée sur la compétence : j'exécute un ordre car j'estime que mon supérieur hiérarchique dispose d'une vision stratégique fondant en raison cet ordre, qualité dont je ne dispose pas et qui justifie que je cantonne mon action à un rôle d'exécution. Pourtant, beaucoup n'ont toujours pas saisi les enjeux, alors même que l'information leur est donnée. Ceux-là sont doublement impardonnables, de ne pas faire, et de ne pas faire l'effort de savoir alors qu'ils sont responsables. »

« Au cœur du XVI^e siècle, « Étienne de La Boétie renverse l'idée, pourtant soutenue collectivement depuis des siècles, que l'infamie des tyrans est la cause des maux de ce monde. La Boétie, alors tout jeune penseur de 15 ans, porte un coup terrible : « Mais c'est votre lâcheté qui fait qu'un puisse gouverner à mille ! » Voilà une pensée à asséner à nouveau : le pouvoir des plus puissants de ce monde est celui que nous leur donnons. Ils le prennent et nous les laissons le prendre. »

Tout nous pousse à suivre le mode de vie et les carrières professionnelles que nous vendent les promoteurs d'une croissance illimitée. « *Il faut désobéir à notre envie de réussir dans les termes qu'ils dictent.* »

Produire et innover... Avec quelle finalité ?

« Nous réalisons des prouesses techniques et technologiques non pas pour leur nécessité, mais simplement car elles sont possibles. Il s'agit toujours de repousser les limites de la création. La question de la finalité est élucidée, si une chose est réalisable alors elle vient au monde. » Sans limite éthique ou autre. Et lorsqu'elle génère quelques soucis, il est souvent difficile d'y mettre fin « pour des raisons économiques ».

« Mieux, ce peut être moins », nous dit [André Gorz]. Le ralentissement n'implique pas tant de sacrifier une part de notre consommation que de sabrer celle qui est superflue, celle dont le besoin, créé par des sociétés pour leur propre profit, est illusoire. Il s'agit de céder de coopérer avec l'inutile. Et c'est profondément libérateur. Ce n'est pas un projet individuel ; il ne s'agit pas de devenir cet ascète qui saurait se passer des tentations de la société de consommation et se contenterait de l'eau tiède. C'est un projet collectif de re-définition de ce que Gorz appelle le suffisant, la quantité de consommation dont nous avons besoin avant d'entrer dans le superflu, et définir la masse de travail nécessaire en ce sens pour les satisfaire. Pas plus, pas moins. Peut-être n'avons-nous pas besoin d'allouer des forces de travail et des ressources naturelles à la fabrication de baskets qui cliquent.

L'économiste Kate Raworth le redéfinit dans la Théorie du Donut : il s'agit de produire en quantités suffisantes pour que la société ait accès à des besoins définis collectivement (la santé, l'éducation, etc.) mais pas trop de manière à ne pas dépasser les limites planétaires qui mettent en danger la possibilité même de subvenir à ces besoins fondamentaux. Évidemment, pour que ce premier palier de besoins soit satisfait, il faut travailler à la redistribution juste des richesses collectivement produites. » (...)

« André Gorz écrivait déjà en 1977 dans *Écologie et liberté* : "L'utopie ne consiste pas, aujourd'hui, à préconiser le bien-être par la décroissance et la subversion de l'actuel mode de vie ; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être, et qu'elle est matériellement possible."

Les défenseurs du vieux monde ont beau brandir toutes leurs cartes sur les plateaux télé, placer partout leurs « experts » et jouer sur la peur du manque en invoquant un âge de pierre complètement hors sujet, ils sont en train de perdre la bataille. En décembre 2019, un sondage commandé par le MEDEF a établi que 67 % des Français seraient favorables à la décroissance, entendue comme « la réduction de production de biens et de services pour préserver l'environnement et le bien de l'humanité ».

La décroissance économique est un refus, aussi. C'est le refus de croire encore à la fiction d'une croissance infinie du capital dans un monde où les ressources sur lesquelles il repose arrivent à bout : que ce soit le pétrole, les métaux rares, les sols... Et les corps eux aussi, limités en ce qu'on ne peut les faire travailler jusqu'à leur mort et les remplacer par d'autres. C'est le refus subversif de croire qu'il n'y a qu'une seule manière de partager la richesse et de mesurer le bien-être d'une population. Ce sera là, un véritable progrès. »

Faire advenir un système démocratique qui s'encastre dans les limites biochimiques de la Terre

« Souvent, j'entends, des « donnez-nous envie ». Parce que l'écologie ne parviendrait pas suffisamment à séduire, à être désirable. On ne fait pas assez rêver en somme avec nos histoires de fin du monde et de ralentissement. Dans quel récit de société sommes-nous embourbés pour que la seule issue qui permette la vie ne soit pas désirable ? C'est pourtant une terre inhabitable qui nous attend. Et il faudrait que nous rendions désirable le fait d'y échapper ? Cela témoigne de la folie dans laquelle nous sommes maintenus. Il faudrait, en somme, rendre désirable le fait de vivre. Et on attend de la lutte qu'elle soit romantique, héroïque.

Regarder en face la question écologique c'est poser la question de la finalité collective. Vers où voulons-nous aller en tant que société ? Pourquoi ? Il ne s'agit pas de se battre

pour qu'advienne un monde où les armes à feu sont recyclables. C'est pourquoi **je préfère parler de soulèvement plutôt que de transition**. Un bulldozer qui détruit une terre cultivable n'est pas souhaitable en soi, même s'il fonctionne à l'énergie verte.

Aurélien Barreau rappelle de ne pas confondre le stable du durable, les régimes politique le plus durable ont souvent été les plus brutaux. L'urgence n'est pas tant celle de passer nos existences aux cribles du bilan carbone que de révolutionner notre manière d'être au monde. Devenir ces « êtres nouveaux » de Bruno Latour. Voilà ce qu'il nous reste à faire : penser et faire advenir un système démocratique qui s'encastre dans les limites biochimiques. Et qui nous rend heureux ; parce que c'est un phare politique qui me semble puissant et noble de garder. Il y a du travail. Pas celui qui broie les corps et aliène, mais un travail libérateur parce qu'il est le prix de notre liberté collective. »

L'écologie comme projet politique de liberté

« Dans le débat public, l'écologie apparaît liberticide. On nous oppose partout que la part de liberté à sacrifier va être d'autant plus grande que la menace posée par l'urgence écologique à notre sécurité est globale. L'écologie serait une sorte de camisole de force qui planterait dans nos chairs ses pieux moralisateurs à chaque fois que nous cédon à la tentation de satisfaire un désir. Partout, l'écologie est « punitive » : il faut un « régime de sanctions ».

Décidément, nous n'avons pas encore gagné la bataille des récits. Car c'est tout l'inverse : le soulèvement écologique est la seule voie vers une plus grande liberté. C'est même la condition de notre liberté collective.

La liberté est par essence relationnelle – elle prend corps quand il y a un autre avec qui je peux faire l'expérience de ma liberté. Ma liberté d'expression, par exemple, prend tout son sens quand j'ai un autre à qui m'adresser. Cette liberté qui se pense via l'autre est une rupture avec l'individualisation du modèle libéral.

Sans soulèvement écologique, les humains et non-humains sont condamnés à subir des effets, potentiellement mortifères, du dérèglement climatique. Et c'est en cela une atteinte aux libertés les plus inaliénables. Par le choix de l'impuissance, nous condamnons des libertés aussi fondamentales que respirer un air pur, manger, se déplacer, être en sécurité, le droit des générations futures à disposer d'elles-mêmes. Le coût de l'action est bien moindre que le coût de l'inaction. »

A écouter (vidéo) :

[Réveillons-nous -Le monde d'après, avant l'orage](#) (2020) – 10'



[En finir avec l'inaction climatique](#) (2025) – 15'



[Pourquoi je ne culpabilise jamais mes proches à propos de l'écologie](#) (2025) – 9'



[Repenser l'agriculture à l'intérieur de ses limites](#) (2019) – 18'



3. « FAIRE ÉCOLOGIE ENSEMBLE. LA GUERRE DES GÉNÉRATIONS N'AURA PAS LIEU »

Léa Falco, 24 ans, diplômée de Sciences Po Paris et jeune militante de la « génération climat », est porte-parole du collectif [Pour un réveil écologique](#), dont le manifeste a été signé par 34 000 étudiants, essentiellement de grandes écoles, afin d'accélérer la transition écologique en agissant dans l'enseignement supérieur et les entreprises.

Dans son ouvrage (Paru chez Rue de l'échiquier, juin 2023), elle démontre à quel point le clivage générationnel artificiel permet de maintenir un business as usual mortifère, tandis que les questions fondamentales s'accumulent. Comment construire la transformation écologique ? Où, avec qui, contre qui ? Elle propose une grille de lecture de cette transformation, et des tactiques à adopter en tant que citoyen, dans sa vie professionnelle ou dans ses engagements politiques. Car le temps est venu de « faire écologie ensemble » pour bâtir une société soutenable.

Voici quelques extraits de notre note de lecture (par ailleurs accessible via <https://gpcli-mat.be/2024/04/19/un-nouveau-recit-qui-donne-envie-dy-aller/>).

Les « militants juvéniles », avec leurs slogans « radicaux », ne font que relayer les constats scientifiques

« Depuis des années, cet adjectif sert surtout à disqualifier les militants écologistes, auxquels on reproche pêle-mêle naïveté, jusqu'au-boutisme et hystérie. La « radicalité » devient alors un simpliste et fallacieux synonyme d' « extrémisme », loin du sens de son étymologie latine *radix*, la « racine ». Pourtant, toute décision pragmatique, autrement dit visant l'efficacité, ne saurait être que radicale : il s'agit de résoudre un problème à sa source pour en éviter la résurgence.

La « rhétorique du pragmatisme » imposée par un système inquiet d'être remis en question parvient pourtant à ses fins : d'un côté, les décideurs politiques et économiques mesurés, auxquels il convient de confier les rênes de la bifurcation écologique. De l'autre, les activistes, rangés dans la case inconfortable des provocateurs de principe, exclus du cercle de la raison par leurs excès supposés - trop jeunes, trop radicaux, trop impatients. Le piège paraît parfait, jusqu'à ce qu'on examine plus attentivement les messages relayés par ces jeunes. Car **ces militants juvéniles, relais médiatiques du consensus scientifique, n'inventent que leurs slogans. Le reste relève des constats de la science. »**

La mobilisation environnementale doit aller chercher ses acteurs dans toutes les strates de nos sociétés

« Certains jeunes (...) se mobilisent dans des manifestations politiques (...), en particulier pour le climat. Diplômés, avec un capital culturel et économique élevé, ils présentent un profil qui mérite qu'on s'y attarde. (...) »

Le visage de la contestation écologique devient celui de jeunes s'élevant contre un système économique qui leur est pourtant favorable. La protection de l'environnement serait-elle une nouvelle lutte des classes, animée par une certaine bourgeoisie intellectuelle et économique ?

Selon une étude menée lors de la première marche parisienne pour le climat du 13 octobre 2018, 60% des participants avaient au moins un bac+5. 40% occupaient une profession intellectuelle supérieure, contre seulement 8% d'employés. En termes de classement politique, 44 % des manifestants se positionnaient « à gauche » et 29 % « très à gauche ». Point intéressant, les figures mises en avant pour devenir les visages de la lutte contre la crise environnementale sont (...) très féminines (...). Dans les mobilisations pour le climat, les femmes compteraient pour 64 %. Se dégage ainsi **un profil type du jeune engagé pour le climat : une femme diplômée, issue d'une classe sociale aisée, se classant politiquement à gauche...** Pas tout à fait le profil type de l'anticapitaliste radical, donc, mais surtout, pas celui du jeune moyen. »

« L'écologie est encore perçue comme un intérêt de long terme, opposé aux revendications sociales immédiates. Alors même qu'elle bénéficierait à une majorité, sa visibilité médiatique est confinée aux activistes dont les conditions de vie aisées leur permettent de s'extraire de la fausse opposition entre la fin du mois et la fin du monde. Pour combler ce manque de diversité sociale, la mobilisation environnementale doit donc aller chercher ses acteurs dans toutes les strates de nos sociétés, en proposant un horizon désirable. »

Les consommateurs ou les entreprises ne pourront pas déclencher seuls une bifurcation écologique

« Trois grandes options sont à étudier pour qui souhaite une bifurcation écologique : la transformation par la demande, par l'offre ou par la planification étatique. La première repose sur une exemplarité grandissante des consommateurs, qui diminueraient leur empreinte carbone en privilégiant des produits respectueux de l'environnement. La deuxième suppose que les entreprises polluantes parviennent par l'autorégulation à réduire leurs externalités négatives, entraînant dans leur sillage leur écosystème économique. La

dernière, enfin, propose la création d'un nouveau cadre normatif par les pouvoirs publics pour empêcher le dépassement des limites planétaires. (...)

Bien sûr, tous ces acteurs devront mettre la main à la pâte, d'une manière ou d'une autre. Mais pour déterminer lequel d'entre eux sera la clé de voûte de la transformation écologique, il faut examiner les leviers de transformation de chacun. »

Dans les pages qui suivent, Léa Falco montre « comment et pourquoi les consommateurs ou le monde économique ne pourront pas déclencher seuls une bifurcation écologique (pages 23-33) (...) même s'ils joueront un rôle primordial dans sa réalisation ultérieure. »

« L'exiger des premiers revient à surestimer l'influence réelle de la mobilisation individuelle ; l'exiger des secondes signifie ignorer l'inertie financière dans laquelle elles évoluent. »

L'État doit renouer avec son (ancien) rôle de stratège

« Un troisième type d'acteur doit donc intervenir, normatif pour sa part, capable de transformer les macrostructures : l'ampleur de la transformation écologique nécessite un nouveau cadre social, législatif et économique.⁸

Qui édicte les règles de ce plateau de jeu ? Les pouvoirs publics. Partout où la seule action des particuliers ne peut suffire et où les entreprises ne peuvent se montrer à la hauteur, il faut ce que l'économiste Ignacy Sachs nomme la « main bien visible » de l'État, dont l'urgence écologique réaffirme le rôle de « porte-parole de l'intérêt général⁹ ». Cette responsabilité a même fait son entrée en France dans la jurisprudence, avec la condamnation de l'État en 2021 pour préjudice écologique. »

⁸ Bruno Colmant ne dit rien d'autre : « Il faut remettre l'État au centre de la gestion des économies – le réhabiliter en qualité d'État stratège. Autrement dit : repenser l'équilibre entre le marché et l'État – et donc le dialogue entre les pouvoirs publics et la sphère privée. S'il faut le définir d'une phrase, je dirais que l'État stratège est celui qui a, comme il se doit, son mot à dire pour tout ce qui concerne le bien-être des futures générations – et en priorité tous les biens publics présents ou à venir : la santé, l'éducation, l'énergie... Autrement dit : dans tous les domaines qui exigent une vision, une planification à long terme, que le secteur privé assure mal. »

⁹ NDLR : L'intérêt général n'est pas constitué, comme on le lit parfois, par « la somme des intérêts particuliers ». Cf. La "Main Invisible" d'Adam Smith, selon laquelle il existerait un processus naturel par lequel la recherche par chacun de son intérêt personnel concourrait à l'intérêt général.

L'Europe dispose d'un intérêt stratégique à se positionner en fer de lance de la transformation écologique et du pouvoir normatif pour le faire

« Où amorcer la transformation de nos sociétés ? Entre l'international trop complexe et le local mal doté, difficile de trancher. Même les nations, isolées dans des processus mondialisés, paraissent trop faibles. Car il s'ajoute une difficulté supplémentaire : pourquoi prendre la peine de se lancer dans ce gigantesque chantier si d'autres ne font rien ? L'équation paraît insoluble. Mais par chance, nous avons en Europe un acteur qui dispose à la fois d'un intérêt stratégique à se positionner en fer de lance de la transformation écologique et du pouvoir normatif pour le faire : l'Union européenne.

Un intérêt stratégique, d'abord. Un peu de charbon mais peu de gaz et de pétrole : la situation énergétique de l'Union européenne la place à la merci des potentielles rétorsions de ses partenaires producteurs d'énergie fossile. La transformation écologique lui fournit l'occasion de développer ses énergies décarbonées, de réduire sa dépendance énergétique et d'inverser la tendance à l'appauvrissement industriel des territoires européens. Face à la réduction de son poids économique à l'international, l'Europe, et à travers elle la France, tient une occasion unique de se positionner comme pionnière et boussole écologique.

Un pouvoir normatif ensuite, pour accompagner l'ensemble de ses pays membres dans une transformation écologique qu'ils ne pourraient mener seuls. Et surtout, pour protéger la création d'un nouveau mode de production. Car celui-ci provoquera des effets indésirables selon les normes actuelles. Dans l'industrie et le transport, en particulier, de nombreuses techniques et technologies économes en émissions se révèlent peu compétitives face à leurs équivalents carbonés. Imaginons que cette mesure soit adoptée par les entreprises sur un territoire donné : il faudra alors les protéger de leurs concurrentes étrangères, moins vertueuses du point de vue environnemental mais moins chères. La taxe carbone aux frontières de l'Union européenne, dont le principe est acté sur le papier mais qui fait toujours l'objet de discussions, se révèle ainsi indispensable. (...)

Malheureusement, les ambitions écologiques de l'Union européenne se heurtent à son zèle idéologique et à ses règles pour garantir une concurrence « libre et non faussée », entre autres, qui sont parmi les plus strictes de la planète. Cette obsession européenne

pour la concurrence des acteurs économiques s'étend jusqu'à des domaines aussi sensibles que l'énergie ¹⁰. »

Le capitalisme néolibéral n'est plus compatible avec le défi climatique

« Dans sa forme actuelle libéralisée, le système capitaliste est incompatible avec le développement de sociétés soutenables. Sa seule chance de survie passe par une mutation rapide. Ce serait loin d'être inédit, car plusieurs formes de capitalisme peuvent exister l'une après l'autre ou simultanément mais son adaptation à la notion de finitude propre à l'urgence écologique paraît un défi colossal. Or, selon toute vraisemblance, l'urgence écologique devra être gérée sous un régime capitaliste. Et les multinationales, indifférentes aux enjeux écologiques, font partie de ce monde. Il faut donc trouver le moyen de les intégrer aux transformations à venir, en fournissant un cadre concerté afin que les entreprises s'extraitent au plus vite des obligations de rentabilité, de court-termisme et de production effrénée ; et surtout, de renverser le plateau de jeu pour pénaliser les entreprises qui causent des dommages à l'environnement. »

En complément, voir les réflexions **de Bruno Colmant et Olivier De Schutter** : <https://gpclimat.be/2025/03/07/croissance-ou-decroissance-reflexions-de-bruno-colmant-et-olivier-de-schutter/>

<https://gpclimat.be/2022/10/05/climat-la-reduction-des-inegalites-de-revenus-et-de-patrimoines-simpose/>

Accompagner les filières appelées à décroître

« Comment assurer la reconversion des employés de filières amenées à se réduire, comme l'industrie aéronautique ou automobile ? Cette question sert souvent d'utile repoussoir aux projets politiques environnementaux : on ne va tout de même pas mettre la

¹⁰ NDLR : ainsi que dans le domaine aérien. L'[Union nationale des compagnies aériennes françaises](#), par exemple, défend l'instauration un tarif minimum à 350 euros l'aller/retour pour les vols intérieurs et 450 euros pour les vols intra-européens. Et plusieurs Etats défendent également cette idée. En 2020, l'[Autriche a par exemple voulu instaurer un prix plancher à 40 euros](#) par segment. Mais Bruxelles y voyant une possible atteinte aux règles du marché intérieur a demandé à Vienne de revoir sa copie. L'Union européenne reste en effet attachée au principe de la liberté tarifaire, qui garantit une saine concurrence.

Source : https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/transports/pourquoi-ryanair-ne-devrait-plus-jamais-pouvoir-proposer-de-billets-a-moins-de-10-euros_AV-202208110384.html (08/2022)

France au chômage pour les lubies de quelques écologistes. Ce serait oublier un peu vite que le marché du travail ne correspond à aucune réalité intemporelle, mais à un contexte qui émane de décisions politiques et économiques. Face à l'urgence écologique, des schémas de reconversion pilotés par les pouvoirs publics constituent la meilleure option pour stimuler de tels secteurs et accompagner les salariés. En parallèle, une agence publique de prospective des métiers verts serait un outil de choix pour appréhender les besoins futurs et les compétences requises par des activités nouvelles, comme la rénovation énergétique, d'ores et déjà en pénurie de main-d'œuvre. »

De l'écologie perçue comme « punitive » à « l'écologie sociale », pour permettre à tous de vivre mieux

« L'expression "écologie punitive", désormais serpent de mer de l'espace politique (...), symbolise à merveille le blocage actuel dans lequel s'enlise le débat environnemental. On craint la crispation de l'opinion, qui associerait les notions d'obligation et de punition. Pourtant, alors que durant des décennies les voitures ont circulé sans que le port de la ceinture de sécurité ne soit obligatoire et qu'on aurait pu qualifier de « sécurité punitive » le fait d'imposer ce dispositif, personne ne songerait désormais à le remettre en cause. L'idée d'une transformation écologique portée par les pouvoirs publics repose sur des intentions comparables : sécuriser l'espace public, en éliminant les facteurs de risque et en actualisant les réglementations pour les adapter aux défis de l'époque. La législation sert de grammaire à nos sociétés. Elle représente un cadrage du possible et dessine un projet de société. À ce titre, l'inclusion sociale doit constituer le premier objectif de la transformation écologique, laquelle risquerait sinon de laisser sur le carreau les plus modestes. »

« Une politique écologique se doit de réduire les inégalités et non de les aggraver par des distorsions grandissantes de pouvoir d'achat. (...) Nous aurons besoin de taxes carbone, mais leurs recettes devront être fléchées vers le portefeuille des plus modestes, que ces taxes ponctionnent proportionnellement davantage. »

Faire entendre au grand public l'urgence de la situation, sans générer un sentiment d'impuissance.

« Un premier écueil consisterait (...) à considérer que la connaissance est suffisante pour déclencher un passage à l'action. L'approche conventionnelle en communication repose sur le modèle du « déficit d'information ». Selon cette théorie, on observe une corrélation positive entre la compréhension d'un phénomène et les actions prises pour y remédier. (...) Or, il est aisé de constater que ce modèle fonctionne mal : la relation entre ce

que les individus savent et ce qu'ils font n'est pas linéaire. Les campagnes alertant sur les dangers du tabac, par exemple, si elles ont peut-être participé (avec l'augmentation du prix du paquet de cigarettes) à une diminution de l'usage, laissent derrière elles des millions de fumeurs. Et ce malgré un message infiniment plus simple à véhiculer que pour la crise environnementale et sa complexité multifactorielle.

Deuxième écueil : outre le fait qu'il encourage une écologie individuelle, le modèle du déficit d'information induit une responsabilité morale. Puisqu'il suppose que le seul obstacle à l'élimination d'un problème est son ignorance, alors ceux qui savent sans agir se rendent coupables de vice. Mais dans le cas d'un sujet de communication aussi complexe que la crise environnementale, trop de facteurs et de paramètres entrent en jeu pour céder à une lecture aussi simpliste, qui ignore le rôle déterminant des macrostructures sociales dans nos vies. Cette réduction de la responsabilité écologique à un problème moral a d'ailleurs tendance à en polluer le champ lexical, qui se pare d'une inutile sémantique de la vertu. Du côté du qualificatif « sale », les énergies fossiles et les voitures thermiques. Côté « propre », les véhicules électriques et les énergies renouvelables. Si le débat ne parvient pas à se débarrasser de ces attributs moraux malavisés, il se condamnera à un clivage inopérant.

Troisième stratégie contre-productive pour éveiller à l'action environnementale : le recours systématique à la peur. (...) Dans le meilleur des cas, elle attire l'attention, mais ne conduit pas à l'action. Le psychologue clinicien Per Espen Stoknes considère même que le catastrophisme est l'un des cinq obstacles psychologiques empêchant l'action, aux côtés de la distance, de la dissonance cognitive, du déni et du conflit d'identité. L'évocation constante et sans nuance de la fin du monde nous mène à ce qu'il nomme la « fatigue de l'apocalypse », un piège existentiel qui nous pousse à éviter définitivement le sujet. En polarisant le sujet, un traitement catastrophiste et souvent peu rigoureux mène à des stratégies d'évitement de l'information. »

L'écologie comme un moyen plutôt qu'un but

« Sur la liste des priorités, donc : une manière de communiquer autour de la transformation écologique qui éviterait les clivages et fédérerait une large partie de la population. Avec la théorie de l'autodétermination, initialement appliquée au cadre scolaire, les chercheurs en psychologie américains Edward Deci et Richard Ryan s'intéressent à la raison pour laquelle les individus affirment avoir pris une décision : par choix ou à cause d'un sentiment de contrainte ? Ils distinguent la motivation extrinsèque – des raisons extérieures à l'individu, comme la punition ou la récompense – et la motivation intrinsèque – l'individu trouve du plaisir dans son action en tant que telle. C'est bien cette motivation

intrinsèque qu'un projet de société écologique doit viser : le moment où l'individu ne s'engage pas par peur d'une punition ou par culpabilité, mais bien parce qu'il adhère au projet qui lui est proposé et à ce qu'il lui apporte. (...) Face aux phénomènes anxiogènes, il faut surtout faire apparaître ce que chacun a à gagner d'un monde à l'environnement préservé. (...) L'écologie comme un moyen plutôt qu'un but. (...) Les co-bénéfices de la transformation écologique sont nombreux, à commencer par une meilleure qualité de vie grâce à une amélioration de l'alimentation ou de l'air, et in fine de la santé. »

Rendre la société de consommation ringarde et l'écologie attrayante

« Pour qu'un **imaginaire** écologique soit efficace et fédérateur, il nécessite une forme de sublime. » Il reste à « produire cet **imaginaire**, et le faire vivre par la pratique. Les artistes et créatifs en tout genre ont ici un rôle majeur à jouer. Et pas seulement dans les galeries bourgeoises, mais bien dans la vie de chacun, à travers la culture populaire, les références communes et les expériences quotidiennes culturelles – et cela inclut les publicitaires et graphistes, la réclame étant pour certains la seule forme d'art rencontrée. (...)

Les **imaginaires** sont partout, et d'abord dans nos assiettes : les repas végétariens doivent devenir tendance et être proposés à toutes les tables, grandes et petites. Dans le même ordre d'idées, il faut faire passer de mode l'accumulation vestimentaire de la *fast fashion* et la valorisation des changements de look. La fête et ses déchets, les voyages (...), l'architecture (...), les événements sportifs... Tout est à repenser, tout est à refonder. Les chantiers sont innombrables, d'autant plus que l'écologie doit refaire siens bon nombre des attributs dont le débat public l'a privée en la réduisant à l'écologie partisane. L'écologie passe par les gens, par la technique, par le plaisir, c'est bien davantage une ouverture vers l'avenir qu'un retour vers le passé. »

Au premier Forum de l'Économie Légère, Léa Falco, co-fondatrice de Construire l'écologie, a évoqué sur scène le « Triangle de l'inaction » et "[Comment construire des coalitions légères ?](#)" (2024). Comment en tant qu'individu mobilisé pour la transition écologique on s'insère dans les différents mécanismes pour faire avancer la cause. Voir comment on les crée.(14').



Présentation des huit épisodes

I. Un rapide diagnostic. Les neuf limites planétaires.

Le franchissement des limites planétaires augmente le risque de provoquer des changements environnementaux brusques ou irréversibles à grande échelle. Ils ne se produiront pas nécessairement du jour au lendemain, mais ensemble, les frontières marquent un seuil critique d'augmentation des risques pour les écosystèmes et les populations.

PDF : <https://gpclimat.be/2025/06/06/un-nouveau-recit-qui-donne-envie-dy-aller/>

Version audio : <https://gpclimat.be/2025/06/05/quelles-alternatives-a-limaginaire-de-lamerican-way-of-life-episode-i-le-diagnostic-version-audio/>

II. Comment vivre en 2050 ?

« Le monde que nous devons créer », présente une vision du futur tentant de nous rassembler autour du respect des limites planétaires, et donc d'une certaine sobriété, en répondant à des questions très concrètes. Comment se loger, se déplacer, travailler, produire, se nourrir, consommer, préserver sa santé, réduire les inégalités ? Dans quel cadre philosophique et psychologique ? Et dans quel cadre démocratique ?

<https://gpclimat.be/2025/04/22/quelles-alternatives-a-limaginaire-de-lamerican-way-of-life/>

III. S'autolimiter ?

Si le débat sur le diagnostic – climat *entre autres* – est clos (ou devrait l'être), par contre, s'agissant des solutions et des visions pour le futur, c'est tout autre chose. Et certains scénarios hyper-technologiques auxquels certains travaillent déjà peuvent laisser rêveur ou inquiéter.

Cet épisode aborde la question sous un angle politique : convient-il de conclure un Pacte social-écologique prônant la sobriété, ou de suivre d'autres voies ?

<https://gpclimat.be/2025/04/22/quelles-alternatives-a-limaginaire-de-lamerican-way-of-life-episode-iii/>

IV. Une petite halte pour se ressourcer

Respecter les limites planétaires : plus facile à dire qu'à faire. On pourrait même se sentir écrasés par l'ampleur des défis. Quant à l'expression courante « Transition » (énergétique, économique, écologique), elle semble n'être qu'un bel euphémisme.

Pour cette raison, avant d'aller plus loin dans le concret, ce quatrième épisode vous propose une petite halte. Vous y trouverez à toutes fins utiles de quoi vous ressourcer ou vous (re)booster.

V. Comment y arriver ? Première partie : le « Plan de transformation de l'économie française »

Comment espérer traduire dans le concret la nouvelle vision ? « Transition » ou bouleversement ? Avec ce cinquième épisode (et le suivant), « on rentre dans le dur ».

À quoi, concrètement, les différents secteurs économiques doivent-ils se préparer pour s'engager dans une telle voie de transformation ? De quels accompagnements ont-ils impérieusement besoin ? Quels emplois seront perdus/gagnés ? Jusqu'où la demande des citoyens-consommateurs sera-t-elle prête à se modifier de manière disruptive ? Et – on sait que si l'offre répond à la demande, dans bien des cas, c'est l'offre qui crée la demande – comment les entreprises feront-elles évoluer la demande ?

Voici un premier exemple de plan de transformation de l'économie, version *The Shift Project*.

VI. Comment y arriver ? Seconde partie : le « Plan Negawatt ».

L'empreinte environnementale globale de notre système de production et de consommation est fortement réduite. De nouvelles dynamiques économiques sont enclenchées. Les conditions sociales sont améliorées. L'ensemble de la population profite d'une meilleure santé.

Il ne s'agit pas d'un scénario de science-fiction : il se base sur des technologies suffisamment matures pour qu'elles puissent être déployées à grande échelle, dans un délai compatible avec la trajectoire définie.

Bien que son périmètre se limite à la France métropolitaine, ce scénario s'inscrit résolument dans une vision mondiale.

VII. Comment y arriver ? Troisième partie : le débat.

Le « **Plan de transformation de l'économie française** » (PTEF) de « *The Shift Project* » prévoit, tout comme le plan alternatif de « **Négawatt** », de réduire de 50% la consommation d'énergie finale en France d'ici 2050, mais les chemins pour y arriver divergent : le premier s'appuie largement sur l'énergie nucléaire tandis que Négawatt parie principalement sur les énergies renouvelables.

Cette troisième partie nous livre le résumé d'un débat organisé en février 2023 entre Jean-Marc Jancovici (The Shift Project) et Yves Marignac (NegaWatt), un débat de fond d'une durée de 1h44, qui portait sur le thème « Comment sortir des énergies fossiles ? ».

VIII. Vers quel modèle économique ?

Cet épisode revient sur trois concepts concurrents :

Une croissance verte « favorable à l'environnement » = veiller à de meilleures performances écologiques, tout en maintenant notre modèle de croissance.

Une croissance « durable » = adapter notre modèle économique, pour le rendre équitable (socialement) et soutenable (écologiquement).

Une économie « globalement stationnaire, légèrement fluctuante » = changer de paradigme pour réduire notre empreinte écologique.

Commentés par **Georges-Louis Bouchez** (propos recueillis notamment lors d'un échange avec lui), outre quelques réflexions de **Bruno Colman** et d'**Olivier De Schutter**.

Pour ensuite nous livrer une note de lecture de « **Ralentir ou périr – L'économie de la décroissance** » de **Timothée Parrique** (Ed. du Seuil, 2022).

Et deux réflexions :

– « *Nous sommes en train de coloniser le futur, avec la même violence que nous avons colonisé les autres continents* » (David Van Reybrouck).

– « *Quand bien même la population suivrait, les moyens proposés par les décroissantistes sont insuffisants pour atteindre l'objectif climatique de 2050. Il faut, même si cela semble paradoxal, encourager l'augmentation de la consommation* » (Corentin de Salle, Directeur du Centre Jean Gol, et Damien Ernst, de l'Ulg).